

Unité interdépartementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 Manosque

Marseille, le 07/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KEM ONE**

Saint-Auban  
04600 Château-Arnoux-Saint-Auban

Références : SPR/1383/2024  
Code AIOT : 0006410873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement KEM ONE implanté Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KEM ONE
- Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et muraux, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Surveillance des rejets - Agrément / accréditation laboratoire	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Surveillance des rejets - Méthodes de mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Surveillance des rejets - COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
8	VLE applicables	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	Demande d'action corrective	6 mois
13	Plan de gestion de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des fumées - Conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
3	Traitement des fumées - Matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
6	Surveillance des rejets - Justifications des dépassements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
9	Respect des VLE - Conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet
10	Respect des VLE - Flux AVM CVM	Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 11.1	Sans objet
11	Respect des VLE – Flux spécifiques	Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 11.1	Sans objet
12	Emissions fugitives	Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 11.2	Sans objet
14	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de cette visite d'inspection, la surveillance et les valeurs limites d'émission associées aux rejets atmosphériques ont été analysées. Compte tenu de l'absence de surveillance du paramètre COVNM (Composés Organiques Volatils Non Méthaniques), un arrêté de mise en demeure est proposé. Des justificatifs sont également demandés afin de statuer sur l'applicabilité de certaines prescriptions.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b>  Il existe 4 points d'émissions canalisées sur l'établissement : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rejet de la "grande cheminée",</li><li>• les rejets des sècheurs Niros 1, 2 et 3.</li></ul> La grande cheminée collecte principalement les effluents gazeux suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise sous vide avant démarrage des réacteurs de fabrication des semences,</li><li>• la mise sous vide avant démarrage après ouverture pour visite périodique des réacteurs de polymérisation,</li><li>• aspiration de l'atmosphère du local des pompes à vide,</li><li>• aspiration des capacités avant mise à disposition,</li><li>• incondensables de la liquéfaction commune en cas d'arrêt du VRC (exploité par Arkema),</li><li>• aspiration des flexibles à l'issue des dépotages d'AVM.</li></ul> Les émissions diffuses de l'établissement sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• les émissions fugitives,</li><li>• les émissions liées au transport pneumatique vers les finisseurs à lit fluidisé.</li></ul> Lors de l'inspection (analyse du process en salle et visite de terrain), il n'a pas été constaté d'autres sources d'émissions fugitives. Il n'y a pas d'émissions diffuses liées au stockage de produits.  Concernant les émissions diffuses liées au transport pneumatique vers les finisseurs à lit fluidisé, l'exploitant considère que pour celles-ci, les émissions en CVM et AVM sont comptabilisées dans les rejets canalisés des sècheurs Niros. C'est en effet une estimation mensuelle des teneurs en CVM et AVM qui est réalisée pour les sècheurs Niros, et cette estimation est basée sur les teneurs dans le latex en entrée des sècheurs en considérant que la suite du process va permettre de soutirer (et donc d'envoyer à l'atmosphère) la totalité du flux de CVM et d'AVM.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La future réglementation en lien avec le BREF WGC imposera des mesures directes, notamment sur les sècheurs Niros. Il est demandé à l'exploitant de justifier (de manière chiffrée), sous un délai d'un mois, que les rejets liés au transport pneumatique vers les finisseurs à lit fluidisé sont négligeables par rapport aux rejets des sècheurs sur les paramètres COVT, CVM, AVM et poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Traitement des fumées - Conception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
<b>Constats :</b>  Il n'existe pas d'équipement de traitement des fumées sur l'établissement. Les rejets liés à la grande cheminée ne subissent aucun traitement. Les rejets liés au séchage transitent par des filtres à manches, qui ont pour fonction principale de séparer le PVC de l'air de séchage.  Les incondensables de la liquéfaction commune sont dirigés vers le VRC exploité par Arkema. En cas d'arrêt du VRC, ces effluents sont envoyés vers la grande cheminée et ne subissent donc aucun traitement. L'exploitant indique qu'il essaye, autant que possible, de caler ses arrêts aux mêmes périodes que les arrêts prévus du VRC. Les périodes d'arrêt sont enregistrées par Kem One au niveau de son système de conduite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Traitement des fumées - Matériel disponible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
<b>Constats :</b>  Les seuls équipements de traitement des fumées exploités par Kem One sont les filtres à manche en aval des sécheurs Niros. Pour ces équipements, l'exploitant dispose d'un plan de remplacement préventif (fréquence : 3 à 4 ans) et d'une réserve de manches lui permettant d'intervenir en cas de perçage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Surveillance des rejets - Agrément / accréditation laboratoire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>

III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

#### Constats :

Pour les effluents gazeux, l'exploitant effectue la surveillance suivante :

- Grande cheminée :
  - Poussières : mesure semestrielle (laboratoire externe),
  - COVT : mesure semestrielle (laboratoire externe),
  - CVM : mesure en continu (effectuée par l'exploitant) et mesure semestrielle (laboratoire externe),
  - AVM : mesure semestrielle (laboratoire externe),
- Niro 1, 2 et 3 :
  - Poussières : mesure semestrielle (laboratoire externe),
  - COVT : mesure semestrielle (laboratoire externe),
  - CVM : mesure semestrielle (laboratoire externe) et estimation mensuelle (exploitant),
  - AVM : mesure semestrielle (laboratoire externe) et estimation mensuelle (exploitant).

Pour les paramètres "Poussières" et "COVT", les mesures semestrielles sont effectuées par des laboratoires qui disposent d'un agrément (Bureau Veritas : agréé pour le prélèvement des poussières et la mesure de COV in situ, ainsi que pour les mesures in situ de l'oxygène, de la vitesse, du débit/volume et de la vapeur d'eau ; Eurofins : agréé pour l'analyse des poussières).

Pour les paramètres CVM et AVM, il n'existe pas d'accréditation. Le laboratoire Bureau Veritas est cependant accrédité COFRAC et dispose de l'accréditation pour la mesure de l'oxygène, de la vitesse, du débit/volume et de la vapeur d'eau.

Les rapports de surveillance mentionnent néanmoins que les mesures en teneur d'eau ne sont pas réalisées sous l'accréditation COFRAC.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier sous un délai d'un mois la raison pour laquelle les mesures en teneurs d'eau ne sont pas réalisées sous accréditation COFRAC. Il doit également préciser l'impact de cette absence d'accréditation sur la mesure en COVT. Il propose le cas échéant des actions correctives pour les prochaines mesures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Surveillance des rejets - Méthodes de mesures

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets

#### Prescription contrôlée :

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

**Constats :**

La mesure du CVM et de l'AVM est effectuée par prélèvement de la phase gazeuse dans une solution d'absorption ou support spécifique (en l'occurrence charbon actif) et dosage en laboratoire d'analyses. Cette méthode de mesure est adaptée pour ces paramètres. Les rapports comprennent :

- le type de support de prélèvement,
- la méthode d'analyse,
- le laboratoire ayant réalisé l'analyse (Eurofins),
- la limite de quantification,
- l'incertitude estimée,
- la déclaration de conformité.

En revanche, les rapports ne comprennent pas :

- les résultats pour d'éventuels "blancs de site",
- l'efficacité de piégeage des charbons actifs,
- le schéma de montage ne semble pas intégrer les méthodes utilisées pour l'analyse des paramètres CVM et AVM.

Concernant les COVT, les rapports comprennent :

- le nombre d'essais,
- la présence ou l'absence d'écart à la norme de mesure,
- la moyenne des mesures,
- des résultats rapportés dans les conditions de référence.

Par ailleurs, les rapports comprennent bien les conditions de marche des installations. Celles-ci ne relèvent pas d'anomalie particulière (conditions normales et stables)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, d'apporter des compléments sur les éléments absents cités dans le constat (partie prélèvements manuels), à savoir :

- les résultats pour d'éventuels "blancs de site",
- l'efficacité de piégeage des charbons actifs,
- le schéma de montage ne semble pas intégrer les méthodes utilisées pour l'analyse des paramètres CVM et AVM.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Surveillance des rejets - Justifications des dépassements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Conformité des rejets

**Prescription contrôlée :**

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les rapports transmis par l'exploitant ne font pas état de dépassement des valeurs limites d'émission. A ce titre, aucune justification sur les dépassements de VLE n'est attendue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Surveillance des rejets - COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 58 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>(...)</p> <p>7° Composés organiques volatils :</p> <p>La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total, dépasse :</li><li>- 15 kg/h dans le cas général ;</li><li>- 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées ;</li><li>- le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe III, ou présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou une phase de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, ou les composés halogénés présentant une mention de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68, dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés).</li></ul> <p>Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</p> <p>Dans les autres cas, des prélèvements instantanés sont réalisés.</p> <p>Dans le cas où le flux horaire de COV visés dans le tableau de l'annexe III ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou des phases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 ou les composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 dépasse 2 kg/h sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les données issues des rapports de surveillance des laboratoires extérieurs (surveillance semestrielle) ainsi que les données des campagnes de mesures des émissions fugitives font apparaître un flux en COVT inférieur à 15 kg/h (soit a fortiori un flux en COVNM également inférieur à 15 kg/h). Cependant, les données d'autosurveillance transmises dans le cadre du dossier de réexamen IED font apparaître des flux en CVM et AVM parfois proche de cette limite (exemple : avril 2021, flux supérieur à 12 kg/h en moyenne). Il y a donc un doute sur l'atteinte de ce seuil de flux, d'autant plus si l'on considère l'ensemble des COV et l'ensemble des modes émissifs.</p> <p>Concernant le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe III, ou présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou une phase de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, ou les composés halogénés présentant une mention de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68, l'analyse est la suivante : le flux horaire du CVM (COV présentant une mention de danger H350) est régulièrement supérieur à 2 kg/h sur les rapports de surveillance semestriels (laboratoire extérieur). Les estimations mensuelles de l'exploitant, transmises dans le cadre du dossier de réexamen IED, confirment ce dépassement de seuil, avec des rejets supérieurs à 2 kg/h pour tous les mois de 2021 à 2023. <b>En conséquence, la mesure en permanence des COVNM s'applique.</b> Celle-ci peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions, cette corrélation devant être confirmée périodiquement par une mesure des émissions. L'exploitant considère que la mesure en CVM en continu à la grande cheminée et les estimations mensuelles en CVM et AVM aux Niros répondent à cette prescription. Les estimations mensuelles sont basées sur deux mesures dans le mois de concentration de CVM et d'AVM dans le latex avant le séchage.</p>



<p>L'argumentation de l'exploitant n'est pas acceptable dans le sens où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les estimations en CVM et AVM aux Niros sont basés sur 2 mesures mensuelles, ce qui ne peut pas être équivalent à une surveillance en permanence,</li> <li>• la seule mesure en continu du CVM à la grande cheminée ne permet pas de déduire les émissions en COV, compte tenu de la variabilité dans la composition de ces COV (il est par exemple mesuré un flux du même ordre en AVM et en CVM lors du contrôle du 1er semestre 2021).</li> </ul> <p>Par ailleurs, si l'exploitant effectue bien des mesures périodiques de CVM, un doute subsiste quant à la présence d'autres COV visés dans le tableau de l'annexe III ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou des phases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 ou les composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un arrêté de mise en demeure est proposé relatif à la surveillance des COVNM. Il est également demandé à l'exploitant de justifier l'absence de COV visés dans le tableau de l'annexe III ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou des phases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 ou les composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 (en dehors du CVM).</p> <p>A noter que suite à la publication de l'arrêté ministériel du 04/11/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 restent applicables en application de l'article 4-I de l'arrêté ministériel du 04/11/2024, puisque cet article 59 impose à la date d'aujourd'hui la surveillance en permanence des COVNM pour l'ensemble des émissaires du site ;</li> <li>• au 19/11/2028, l'exploitant devra respecter les modalités de surveillance pour les COVT définies au point 3.2.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 04/11/2024 à savoir une mesure en continu pour chaque cheminée avec un flux en COVT &gt; 2kg C/h.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 9 mois</p>

#### N° 8 : VLE applicables

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>2° Monoxyde de carbone : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le cas échéant une valeur limite d'émission pour le monoxyde de carbone.</p> <p>3° Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 300 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>4° Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) :</p>

a) Oxydes d'azote hormis le protoxyde d'azote : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m<sup>3</sup> ;

7° Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :

Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup>.

En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m<sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

### Constats :

L'inspection a permis de faire le point sur la réglementation applicable en matière d'émissions atmosphériques.

Il existe 4 points de rejet canalisés sur l'établissement (grande cheminée et sécheurs Niro 1, 2 et 3).

Les valeurs limites d'émission associées à la grande cheminée, ainsi que leur référentiel réglementaire associé sont les suivants :

- Poussières : l'arrêté ministériel du 2 février 1998 fixe une VLE en concentration à 40 mg/m<sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h. Ce seuil de flux est en effet régulièrement dépassé sur les dernières mesures réalisées. L'arrêté ministériel impose une surveillance en permanence si le flux est supérieur à 50 kg/h, une évaluation en permanence si le flux est compris entre 5 et 50 kg/h. Ces seuils de flux ne sont pas dépassés sur les dernières années. La fréquence semestrielle à laquelle l'exploitant réalise des mesures est donc bien adaptée. La VLE est respectée sur les 3 dernières années.
- SO<sub>x</sub> : les seules mesures réalisées par l'exploitant l'ont été au niveau des sécheurs Niro, avec un flux maximal sur les 3 sécheurs de l'ordre de quelques centaines de grammes par heure. Compte tenu de la nature des émissions au niveau de la grande cheminée, il peut être considéré que le flux total sur l'établissement est largement inférieur à 25 kg/h. En conséquence, aucune VLE n'est imposée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'absence de surveillance est justifiée.
- NO<sub>x</sub> : même raisonnement que pour les SO<sub>x</sub>.
- HCl : des mesures ont été réalisées et ont été transmises dans le cadre du dossier de réexamen IED, le flux horaire est largement inférieur au seuil de 1 kg/h de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Aucune VLE ne s'applique actuellement pour ce paramètre.
- COVNM : l'arrêté ministériel du 2 février 1998 fixe une VLE en concentration à 110 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux horaire dépasse 2 kg/h. Les données transmises dans le cadre du dossier de réexamen font apparaître un flux supérieur à 2 kg/h pour l'ensemble des émissions. En conséquence, la VLE s'applique. L'arrêté ministériel définit un seuil de 15 kg/h à partir duquel une surveillance en permanence s'impose. Les données à disposition ne permettent pas de se prononcer sur le dépassement de ce seuil. En effet, pour les mois les plus "émissifs" (exemple : avril 2021), les émissions en AVM et CVM canalisées représentent près de 12 kg/h, auxquelles il faut ajouter les émissions diffuses ainsi que les autres COV. Un complément est demandé à l'exploitant afin de se positionner sur ce seuil de flux. Néanmoins, l'arrêté ministériel fixe également un seuil de flux de 2 kg/h pour les COV visés à l'annexe III, ou présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F,

ou les composés halogénés présentant une mention de danger H341 ou H351. Les émissions en CVM (composé H350) sont supérieures à 2 kg/h. En conséquence, l'exploitant doit réaliser une surveillance en permanence des COVNM (pouvant être remplacée par le suivi de paramètres représentatifs, corrélés aux émissions). Au niveau de la grande cheminée, les données disponibles font état de concentrations inférieures à la VLE.

- COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 : l'arrêté fixe un seuil de 100 g/h pour l'ensemble de ces composés à partir duquel une VLE de 20 mg/Nm<sup>3</sup> s'applique. Les données disponibles ne permettent pas de se positionner sur ce seuil de flux. Un complément est demandé en ce sens à l'exploitant.

Les valeurs limites d'émission associées aux sècheurs Niros, ainsi que leur référentiel réglementaire associé sont les suivants :

- Poussières : la réglementation applicable est identique à celle décrite supra pour la grande cheminée. La fréquence semestrielle à laquelle l'exploitant réalise les mesures est donc bien adaptée. La VLE est respectée sur les 3 dernières années, à l'exception d'une mesure réalisée au Niro 1 en août 2022, sans dépasser le double de la VLE.
- SO<sub>x</sub> : même raisonnement que pour la grande cheminée
- NO<sub>x</sub> : l'arrêté ministériel du 3 août 2018 fixe une VLE à 150 mg/Nm<sup>3</sup>. A partir du 1er janvier 2025, cette VLE passera à 120 mg/Nm<sup>3</sup>. L'arrêté fixe par ailleurs une fréquence biennale pour les mesures. Les données transmises dans le cadre du dossier de réexamen font état de mesures inférieures à la VLE pour les Niros.
- HCl : des mesures ont été réalisées et ont été transmises dans le cadre du dossier de réexamen IED, le flux horaire est largement inférieur au seuil de 1 kg/h de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Aucune VLE ne s'applique actuellement pour ce paramètre.
- COVNM : même raisonnement que pour la grande cheminée. Au niveau des sècheurs Niros, les données disponibles font état de concentrations inférieures à la VLE, à l'exception de séries de mesures réalisées au 2nd semestre 2021 et au 2nd semestre 2022 au Niro 2 (sans dépasser 1,5 fois la VLE pour le 2nd semestre 2021).
- COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 : l'arrêté fixe un seuil de 100 g/h pour l'ensemble de ces composés à partir duquel une VLE de 20 mg/Nm<sup>3</sup> s'applique. Les données disponibles ne permettent pas de se positionner sur ce seuil de flux. Un complément est demandé en ce sens à l'exploitant.

Il est à noter que la réglementation à venir (arrêté ministériel BREF chimie) contraindra davantage l'exploitant, notamment pour les rejets de poussières, NO<sub>x</sub>, HCl, CVM, AVM. L'instruction du dossier de réexamen qui est en cours aboutira à une proposition d'arrêté préfectoral pour fixer les nouvelles VLE applicables sur l'établissement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 6 mois un bilan des flux émis en COV totaux et COVNM sur l'ensemble de l'établissement, comprenant les émissions diffuses (fugitives et non fugitives).

Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 6 mois de se positionner sur le seuil de flux de 100 g/h pour les composés figurant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Ce positionnement peut s'appuyer sur des mesures ou, si celles-ci ne sont pas disponibles, sur des justifications au regard des produits utilisés dans le process de fabrication.

Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous un délai de 30 jours, les dépassements sur le paramètre COVT au niveau du Niro 2 aux seconds semestres 2021 et 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Respect des VLE - Conformité aux rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b>  Les rapports ne font état d'aucun dépassement des valeurs limites d'émission à l'exception des mesures en COVT sur les seconds semestres 2021 et 2022 au Niro 2 (sans dépasser 1,5 fois la VLE au second semestre 2021). Dans les autres cas, le respect des VLE est assuré sur l'ensemble des mesures réalisées par le bureau de contrôle, et non uniquement sur la moyenne des mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Respect des VLE - Flux AVM CVM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets atmosphériques canalisés de l'ensemble des ateliers de production de PVC ne devront pas dépasser les valeurs limites indiquées ci-dessous (...) : - rejet annuel : * CVM : 78 t * AVM : 65 t - rejet journalier : * CVM : 236 kg/j * AVM : 168 kg/j Les valeurs de 236 kg/j et de 168 kg/j sont des valeurs limites mensuelles ; le rejet journalier ne devra pas dépasser 354 kg/j de CVM et 250 kg/j d'AVM.
<b>Constats :</b>  L'exploitant transmet chaque mois un bilan d'autosurveillance dans lequel il évalue le conformité de ses rejets par rapport aux flux limites de l'arrêté préfectoral. Les flux communiqués par l'exploitant reposent sur les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Grande cheminée :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ CVM : mesure en continu effectuée,</li><li>◦ AVM : mesure semestrielle (laboratoire externe),</li></ul></li><li>• Niro :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ CVM : estimation mensuelle, basée sur la teneur en CVM dans le latex en sortie du</li></ul></li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>stripping (mesure effectuée 2 fois par mois),</li> <li>◦ AVM : estimation mensuelle, basée sur la teneur en AVM dans le latex en sortie du stripping (mesure effectuée 2 fois par mois).</li> </ul> <p>Sur la base de ces mesures, il n'y a pas de dépassement enregistré sur les dernières années. Il convient néanmoins de s'interroger sur la pertinence de ces données : flux en AVM constant sur 2 ans à la grande cheminée, représentativité de la mesure mensuelle pour les Niros.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Respect des VLE – Flux spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En moyenne mensuelle, les teneurs résiduelles avant séchage pour les ateliers MSP (....) (en mg de CVM par kg de polymère) respecteront les valeurs limites suivantes :</p> <p>- atelier microsuspension : 800 mg/kg de polymère</p>
<b>Constats :</b> <p>Les données des 2 dernières années ne font apparaître aucun dépassement pour le flux spécifique en CVM. Il est à noter que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 fixe des valeurs limites en flux spécifiques plus importantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Emissions fugitives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions fugitives
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les émissions fugitives de l'ensemble des ateliers de production de PVC ne devront pas dépasser les VLE suivantes :</p> <p>- CVM : 25 t</p> <p>- AVM : 25 t</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le rapport de la dernière campagne de mesures de fuites fugitives (chaque année, 25% des sources du site sont mesurées). Les résultats sont très largement sous les seuils fixés par arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Plan de gestion de solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion de solvants
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise de l'éthanol (solvant) pour diluer les inhibiteurs de polymérisation au cours de son process. La consommation annuelle a été évaluée sur la base des commandes de produit et des inventaires. Elle est estimée à 1,3 t par an, soit une quantité impliquant la réalisation d'un plan de gestion de solvants (non mis en œuvre actuellement). En amont de l'inspection, l'exploitant a engagé des actions visant à réduire la consommation d'éthanol, avec notamment la baisse du taux d'injection dans le process.</p> <p>Lors de la visite de terrain, le stockage d'éthanol a été contrôlé. Un seul fût, d'un volume de 200 litres, était présent. Ce volume est en cohérence avec la quantité annuelle consommée déclarée par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu du dépassement du seuil de 1 tonne, il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, la transmission d'un plan d'actions correctives visant à passer sous 1 tonne de consommation annuelle. Dans l'hypothèse où cette réduction de consommation n'était pas réalisable, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 14 : GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions en CVM et AVM du site. Les émissions en AVM sont renseignées avec l'intitulé "Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVM)". Il est à noter qu'en 2022 l'exploitant semble avoir renseigné les quantités estimées de COVMN avec le bon intitulé, contrairement aux autres années.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de corriger ses prochaines déclarations, en renseignant les quantités émises de CVM et COVMN sous l'onglet "émissions" de la page "Procédés / émissions diffuses". Les quantités émises d'AVM doivent pour leur part être intégrées sous l'onglet "émissions de COV par mention de danger".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite